

Actifs immatériels territoriaux, Innovation territoriale : Evaluation et pilotage

Les actifs immatériels font l'objet d'une attention toute particulière depuis quelques années, et ce tant au plan microéconomique que territorial (Bounfour, 2003b, Bounfour, Edvinsson, 2005). Un tel développement est à inscrire dans le cadre plus général de la résurgence de la question territoriale (Storper, 1995). Plusieurs projets de recherche européens sont en cours – dont le projet GlobalInto et Hermeneut, auxquels les équipes du RITM sont associées, visent à mieux approcher le poids de l'investissement immatériel dans la croissance des entreprises et des territoires.

Le poids croissant de l'investissement immatériel et la transformation des systèmes socio-économiques

Les travaux macro-économiques entrepris notamment dans le cadre du programme de l'OCDE ont indiqué une croissance forte de l'investissement immatériel (R & D, logiciels, publicité, organisation, marketing, design et création...) dans les principales économies mondiales, qui dépasse désormais le niveau de l'investissement matériel marchand. Par ailleurs, les modèles socio-économiques sont en profonde mutation. Le problème de la connaissance, et plus généralement de l'immatérialité, ne peut être sérieusement considéré sans tenir compte des nouvelles règles et des nouvelles formes organisationnelles. En particulier, il convient de mettre en évidence comment ces modes d'organisation (le réseau, la communauté, les formes intermédiaires de type « mesospaces ») vont se traduire par l'émergence de nouvelles formes d'actifs immatériels, qu'il convient de modéliser, valoriser et piloter. Les actifs de reconnaissance dans un cadre communautaire et les actifs conjoints dans le cadre de formes organisationnelles intermédiaires vont naturellement jouer un rôle de plus en plus important dans la formation de modèles économiques nouveaux.

La dimension territoriale de la performance socio-économique n'est pas une question nouvelle. Des pans entiers de la littérature en économie, en géographie et en sociologie ont traité de cette question en considérant différentes perspectives : une perspective de l'offre (les dotations factorielles disponibles) et de la demande. Mais l'émergence de l'immatérialité comme ressource (la connaissance) et également comme écosystème de création de valeur remet en question les modalités de développement des activités économiques pour les acteurs. Par ailleurs, l'ubiquité du numérique vient interroger les conditions spatio-temporelles de la production. Il en est de même de la question intrinsèque de la connaissance, des conditions de sa création, de sa fixité, de sa mobilité et de sa polarisation.

Dans l'économie de la connaissance, les territoires comme communautés naturelles sont généralement considérés comme des structures importantes pour le développement collectif durable. L'activité économique est liée par des contraintes géographiques. Cette frontière devient particulièrement pertinente dans l'économie fondée sur la connaissance. Dans une région géographique, les actifs immatériels contribuent au développement des conditions socio-économiques locales (Bounfour, Edvinsson, 2015).

Des spécificités culturelles ou locales peuvent jouer un rôle fondamental (Sanexian, 1994). L'émergence de l'immatériel dans le champ territorial est maintenant reconnue comme un axe de recherche et d'action majeur.

Le concept de capital territorial a été introduit dans la littérature (Camagni, 2009). La dimension « milieux de créativité » a été considérée dans ses spécificités territoriales (Meusbeurger, Funk, 2009), et le concept de capital relationnel a été introduit pour bien indiquer la dimension dynamique de la formation du capital territorial, notamment dans sa dimension institutionnel (Bathelt, Glückler, 2011). Dans cette même perspective, le capital immatériel a été introduit comme facteur médiateur entre les investissements en R&D, et la performance territoriale (Capello et al. 2011). Plus récemment, plusieurs travaux ont souligné l'importance du capital immatériel dans la développement régional et des territoires (Danska-Borsiak, Laskowska, 2014 ; Dettori et al. 2012 ; Kaasaa, 2018 ; Li, Wu, 2017).

Au plan opérationnel, les territoires cherchent à développer des positionnements différenciés en mobilisant des facteurs d'attractivité spécifique : qualité et réputation des ressources universitaires, qualité de vie, importance des ressources culturelles, qualité du système éducatif de base, accès à des infrastructures numériques et de transport...

L'existence de filières d'envergure mondiale (l'aérospatial à Toulouse) a un impact important sur le développement des territoires.

Au plan institutionnel, dans le contexte spécifiquement français, plusieurs initiatives récentes visent à la formation et au développement d'actifs immatériels territoriaux : les pôles de compétitivité, les investissements d'avenir et le développement d'instruments de valorisation du capital immatériel des universités, autour des SATT, le développement d'actions délocalisées centrées sur les actifs culturels, la formation de pôles d'excellence universitaires et de clusters de type Paris-Saclay, le programme French Tech visant à soutenir le développement d'écosystèmes numériques de rang international à l'échelle de métropoles françaises.

Dans ce contexte, l'analyse doit porter sur la compréhension de la dynamique de formation des actifs immatériels territoriaux. On pense notamment aux marques territoriales, aux éléments d'attractivité pour les investissements étrangers, mais également de formation et de développement de compétences d'innovation et de création territoriales, en considérant notamment les modalités de fertilisation entre image de marque et ressources existantes ou à développer (universités, institutions culturelles, infrastructures de santé, infrastructure de recherche et de création). Les initiatives prises dans le domaine culturel (Louvre-Lens, Musée Pompidou-Metz ou Guggenheim-Bilbao) ont montré la pertinence d'une telle approche et l'impact d'une fertilisation croisée entre actifs culturels et activités économiques régionales/territoriales. Au plan scientifique et technique, l'interrogation peut porter sur les modalités de formation et de transfert d'actifs de connaissance, notamment *via* les SATT, dans le cas de la France. Ici le questionnement peut légitimement porter sur le choix de méthodologies adaptées au contexte. Au plan analytique, en dépit d'une littérature économique et managériale foisonnante, nous disposons de peu de travaux permettant une modélisation des actifs immatériels territoriaux, en particulier s'agissant de l'analyse de leurs complémentarités, tant internes qu'avec les actifs immatériels du secteur marchand.

La série de conférences « Actifs immatériels territoriaux »- initiée par la Chaire européenne de l'immatériel (Université Paris-Sud), la Caisse des Dépôts et l'Agence du patrimoine immatériel de l'État (APIE) en 2013, a bien a mis en évidence des pratiques émergentes mais également des questionnements de nature analytique. Parmi ceux-là, la nécessaire définition d'un cadre méthodologique *ad hoc*, les modalités de localisation des actifs immatériels, les modes de pilotage des transferts de technologie entre universités et secteur concurrentiel, l'interaction entre actifs culturels et développement local, et les modalités de développement de

trajectoires spécifiques tenant compte des singularités des territoires, et la question de l'outillage méthodologique permettant de définir ce que c'est qu'un territoire innovant.

Les actifs immatériels territoriaux, 7 éléments centraux

Le capital immatériel territorial a été défini (Bounfour, 2014) comme l'ensemble des ressources à caractère cognitif, humain, social et relationnel permettant à un territoire de choisir son positionnement dans l'espace et le temps, d'affirmer sa singularité et d'assurer son développement à long terme.

Au titre de ses composantes, le capital immatériel territorial est composé de sept éléments centraux, qu'il convient de considérer comme en interaction dynamique :

- *le capital humain*, ensemble des ressources de recherche et de formation universitaires ainsi que l'ensemble des compétences scientifiques et techniques dont la valorisation permet le développement de savoir-faire spécifiques ;
- *le capital technologique et numérique*, ensemble des savoir-faire spécifiques et ensemble des ressources numériques permettant la fluidité de la connaissance ainsi que la collaboration tant à l'intérieur de l'espace territorial qu'en dehors ;
- *le capital organisationnel*, ensemble des capacités stratégiques et opérationnelles permettant à un territoire de définir un projet et d'en assurer un suivi opérationnel au jour le jour ;
- *le capital institutionnel*, ensemble des éléments de gouvernance, d'interactions institutionnelles, de politiques publiques et de dispositifs d'action de nature institutionnel ;
- *le capital social*, incluant des items tels que la confiance entre acteurs, les réseaux d'influence nationaux et internationaux ;
- *le capital identitaire*, renvoyant notamment à l'histoire et aux composantes de la culture spécifique du territoire ;
- *le capital marque et réputation*, c'est-à-dire les éléments d'attractivité, de développement de la marque territoriale et de son rayonnement national et international.

Le développement de ce cadre analytique a pour objectif de mieux comprendre les modalités de formation de ces actifs immatériels territoriaux, y compris de manière contextualisée. Il a également pour objet le développement d'un pilotage *ad hoc*. Celui-ci consistera pour les opérateurs à identifier et évaluer l'importance relative des items proposés (capital humain, capital social...) dans la formation du capital immatériel territorial avant de définir et de déployer des indicateurs de suivi de la performance associée à chacun des actifs immatériels considérés comme critique.

C'est autour de ces éléments, qu'une base de données, portée par la chaire européenne de l'immatériel, INTANG-Reg, a été constituée.

Par-delà des indicateurs statiques, une perspective de la valeur dynamique du capital immatériel (Bounfour, 2013a) territoriale est attendue, en s'appuyant notamment sur un cadre conceptuel hybride, alliant le corpus de l'économie géographique, aux développements récents de la théorie des ressources (Wenerfelt, 1984) et de la théorie des capacités dynamiques (Teece et al. 1997).

L'objet de la thèse

En s'inscrivant dans le cadre des travaux conduits par le RITM et la chaire européenne de l'immatériel, la thèse vise en particulier à approfondir la question du rating des territoires, du point de vue leur de potentiel d'innovation, avec une focalisation sur les actifs immatériels.

A l'exemple des entreprises, les territoires font l'objet de rating sous différents angles, comme en atteste le développement des politiques de labels portés par des politiques publiques ad hoc en France. La question posée ici est celle de la singularité des territoires, de la multidimensionnalité de leur performance d'innovation et du développement d'un langage et d'un cadre méthodologique permettant à la fois de tenir compte de la singularité des territoires, mais également de faciliter la comparaison de leur performance et l'apprentissage, à travers une série d'indicateurs ad hoc.

Par ailleurs, dans une perspective managériale, la question du pilotage de territoires « innovants » demeure entièrement posée. Le (la) doctorant (e) aura donc à traiter de la question de l'innovation territoriale sous l'angle à la fois du pilotage (par les responsables territoriaux) et de l'évaluation (par les décideurs publics et privés et les investisseurs- une banque par exemple).

Le (la) doctorant (e) recruté (e) s'appuiera sur les travaux de la chaire dans ce domaine, en particulier sur le cadre méthodologique et la base de données Intang-Reg.

Il (elle) participera également à l'élaboration d'une série d'études de cas sur des « territoires innovants », en France, mais également dans un contexte européen, et international de manière plus large.

Cadre de travail

La thèse sera conduite dans le cadre des travaux du RITM et de la chaire européenne de l'immatériel de l'Université Paris-Sud, Université Paris-Saclay : www.chairedelimmateriel.u-psud.fr

Elle s'appuiera sur un ensemble de recherches en cours sur la question des actifs immatériels territoriaux et leur pilotage.

Contact

Ahmed Bounfour, Professeur des universités,
Chaire européenne de l'immatériel & RITM
Université Paris-Sud, Université Paris-Saclay
Ahmed.bounfour@u-psud.fr

Références

Bathelt, H., Glückler, J. (2011), *The Relational Economy*, Oxford University Press,

- Boden, M.A. (2009), "Conceptual Spaces", in Meusbeurger, P. Funke, J. (éd.), *Milieus of Creativity, An interdisciplinary approach to spatiality of creativity. Knowledge and space*, vol. 2, Springer, 2009, pp. 235-243.
- Bounfour, A. (2003a) "The IC-dVAL approach", *Journal of Intellectual Capital*, Vol 4, n°3, pp.396-413.
- Bounfour. A. (2003b), *The Management of Intangibles*. Routledge. London & NY.
- Bounfour. A. (2014), "Les actifs immatériels territoriaux", *Revue Urbanisme*, H.S. n°51. Universités et Innovation.
- Bounfour. A., Edvinsson. L (Eds.) (2005), *Intellectual capital for communities, Nations, Regions and Cities*. Elsevier Butterworth-Heinemann, Burlington : MA.
- Camagni,R. (2009), "Territorial capital and regional development", in R. Capello and P. Nijkamp (Eds.), *Handbook of Regional and Growth Development Theories*, Edward Elgar, Cheltenham,, pp. 118-132.
- Capello R., Caragliu, A., Nijkamp . P (2011), "Territorial capital and regional growth: Increasing Returns in Knowledge Use", *Ijdschrift woot Economsche en Sociale Geografic*, vol 102, n°4, pp.385-405.
- Danska-Borsiak, B, Laskowska, I. (2014), "Selected intangible factors of regional development: An analysis of spatial relationships", *Comparative Economic Research* volume 17, N°4, pp. 23-40.
- Dettori, B, Marrocu, E., Paci, R. (2012), « Total factor productivity, Intangible assets and Spatial dependance in the European regions », *Regional Studies*, vol 46, vol 10, pp 1401-1416.
- Kaasa, A. (2018), "Intangible Factors and Productivity: Evidence from Europe at the regional level", *Business and Economic Horizons*, vol 14, n°2, pp 300-325.
- Li Q, Wu, Y. (2017), "Intangible capital in Chinese regional economics: Measurement and analysis", *China Economic Review* (2017), <http://dx.doi.org/10.1016/j.chieco.2017.07.002>
- Meusbeurger, P. Funke, J. (Eds.) (2009), *Milieus of Creativity, An interdisciplinary approach to spatiality of creativity. knowledge and space*, vol. 2, Springer, 2009.
- Sanexian, A. (1994), *Regional advantage : Culture and Competition in Silicon Valley and Route 128*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1994.
- Storper, M. (1995), "The Resurgence of regional economies ten years later: The Region of untraded interdependencies", *European Urban and Regional Studies* 2,, pp. 191-221
- Teece, D., Pisano, G.P, Shuen A. (1997), "Dynamic capabilities and strategic management", *Strategic Management Journal*, vol 18, n°7, pp 509-533.
- Wenerfelt, B. (1984), " A Resource-based view of the firm", *Strategic Management Journal*, vol 5, n°2, pp171-180.